

L'Énergie de demain



En avril 2013, Anne Lauvergeon (pour en savoir plus>>) est nommée, par le gouvernement, à la tête d'une commission composée de scientifiques, d'économistes et d'entrepreneurs, chargée de "préparer" le pays, "sur les plans technologique et industriel, aux nouveaux besoins qui naîtront dans les vingt prochaines années".

Dotée de 150 millions d'euros, à partager entre cinq et dix lauréats désignés à l'horizon 2014, ce programme est ouvert à tous les créateurs -chercheurs, innovateurs, entreprises, etc...- français ou étrangers souhaitant développer un projet en France.

La commission veut servir de "déclencheur pour accompagner dans la durée les projets les plus prometteurs, à toutes les étapes de leur développement", peut-on lire dans la lettre de mission signée par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

"Il y avait dans l'Antiquité les concours d'art et d'architecture où le mécénat s'exerçait. Aujourd'hui, ce sont des concours sur les défis technologiques qui renvoient toujours à des choix qu'une Nation comme la nôtre décide de faire", a expliqué le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, dans la cour de l'Élysée où s'est tenue une réunion installant officiellement la commission.

Cette dernière "va fixer le cadre, dire où la France va mettre ses ressources, ses efforts, ses idées, ses moyens et son avenir", a-t-il ajouté aux côtés de ses collègues de la Recherche, Geneviève Fioraso, et de la ministre de l'Économie numérique, Fleur Pellerin.

Anne Lauvergeon a déclaré pour sa part vouloir "refaire fleurir l'esprit d'innovation, l'esprit de

conquête française", en encourageant des "innovations de rupture".

Des élus, des scientifiques et des industriels figurent au sein de la commission de 20 personnes où l'on trouve notamment le philosophe Michel Serres, l'ancienne spationaute Claudie Haigneré, l'industriel Louis Gallois et le président socialiste de la région Aquitaine, Alain Rousset.

Les lauréats, sélectionnés de façon progressive par élimination, pourront bénéficier d'un financement et d'un accompagnement de la part de l'Etat français.

L'idée est d'aider des projets "là où il n'y a pas de financement de marché", explique un conseiller de l'Elysée. "Les stades en amont de l'innovation, partant d'une idée, d'un besoin".

Dans un deuxième temps, des financements privés seront recherchés pour faire vivre les projets retenus. lepoint.fr

Quels seront les différents modes d'énergie dans les vingt prochaines années ? _____

L'Énergie de demain

Quels seront les différents modes d'énergie dans les vingt prochaines années ?